

Chapitre 5 :

La monnaie et le financement de l'économie

Objectifs d'apprentissage :

- les fonctions de la monnaie
- les formes de la monnaie
- auto-financement
- financement direct/indirect
- taux d'intérêt
- risque de crédit
- masse monétaire
- marché monétaire
- banque centrale
- prêteur en dernier ressort



Plan du cours

I/ À quoi sert la monnaie ?

A : Les fonctions de la monnaie

B : Les formes de la monnaie

C : La monnaie européenne : L'Euro

II/ Comment l'activité économique est-elle financée ?

A : Le crédit bancaire

B : Les différentes formes du financement

III/ Qui crée la monnaie ?

A : Le mécanisme de création monétaire

B : Les limites du pouvoir de création monétaire et le rôle de la Banque centrale

Introduction :

Consigne : relier le pays et la monnaie correspondant à la devise utilisée :

- | | |
|------------------|---------------|
| • Euro | • Thaïlande |
| • Peso | • Russie |
| • Livre Sterling | • Inde |
| • Dollar | • Royaume-Uni |
| • Yuan | • Etats-Unis |
| • Real | • Chine |
| • Dinar | • Danemark |
| • Franc CFA | • Brésil |
| • Bath | • Allemagne |
| • Roupie | • Maroc |
| • Dirham | • Argentine |
| • Couronne | • Tunisie |
| • Rouble | • Mali |

I/ A quoi sert la monnaie ?

A) Les trois fonctions de la monnaie.

Document 1: Les trois fonctions de la monnaie.

On distingue habituellement trois fonctions de la monnaie :

-La monnaie, unité de mesure des prix (unité de compte) :

La monnaie est ici une unité de mesure commune grâce à laquelle les prix individuels des différents biens et les transactions sont évalués dans un langage commun à tous les membres de la communauté de paiement considérée. De cette façon, on ramène les multiples évaluations de chaque bien en termes de tous les autres (les prix relatifs existant dans une économie de troc) à une seule évaluation, par rapport uniquement à l'unité de compte.

-La monnaie, moyen d'échange (intermédiaire des échanges) :

On définit une économie monétaire, par opposition à une économie de troc, par l'obligation, dans la première, pour les échangistes, de recourir pour acheter les biens à un moyen d'échange universel et unique. La nécessité de recourir à un moyen de paiement unique est présentée par beaucoup d'économistes comme étant issue des inconvénients du troc.

Dans une économie de troc, tout agent doit trouver quelqu'un non seulement qui soit prêt à lui vendre les biens qu'il recherche, mais aussi qui accepte en échange les biens dont l'agent dispose. Comme cette double coïncidence risque d'être exceptionnelle, il y aura en fait, un blocage de l'échange. Le problème est résolu par l'introduction de la monnaie qui est acceptée par tous et dont tous ont besoin, permettant ainsi d'assurer les échanges et de séparer chaque transaction en deux parties.

-La monnaie, réserve de valeur :

Dès que la monnaie est un moyen d'échange, il est possible de la conserver. Dans ce cas, l'exercice du pouvoir d'achat de la monnaie est simplement reporté dans le temps. Cette fonction permet également de régler un inconvénient du troc pour le cas où deux individus seraient d'accord pour échanger leurs productions, mais où celles-ci ne coexisteraient pas (productions agricoles sur des saisons différentes par exemple).

D'après S. Diatkine, Institutions et mécanismes monétaires, A. Colin (1992).

Questions sur le document 1 :

- 1- Expliquez pourquoi l'échange monétaire est-il plus efficace que le troc ?
- 2- Expliquez en quoi l'existence d'une unité de compte est-elle de nature à faciliter les échanges ?
- 3- Recensez, expliquez et illustrez les trois fonctions de la monnaie.

B) Les formes de la monnaie : une dématérialisation progressive.

Document 2 : De la monnaie marchandise à la monnaie scripturale.

Il existerait une *loi historique de dématérialisation des supports monétaires*, qui stipule que l'on serait passer, au fur et à mesure de la complexification des rapports d'échanges, d'une économie de troc à une économie monétaire où se serait succéder des formes de moins en moins matérielles de monnaie : la monnaie marchandise puis la monnaie métallique, puis la monnaie fiduciaire pour arriver, dans nos économies, à la prédominance de la monnaie scripturale.

- **La monnaie marchandise** : on regroupe sous ce terme tous les moyens de paiements prenant la forme de biens ayant par ailleurs une utilité intrinsèque¹. Très souvent, ceux qui sont élus dans ce rôle cristallisent en eux une valeur importante. Dans les sociétés primitives, il peut s'agir de bétail, d'aliments, mais, pour des raisons de commodité, de maniabilité, les objets rares et précieux (coquillages, ornements, bijoux...) peuvent leur être préférés. Les métaux précieux, transformés en pièces, donnent naissance à la **monnaie métallique**.
- **La monnaie fiduciaire** : les billets de banque constituent une étape importante dans le processus de dématérialisation des signes monétaires. C'est un instrument monétaire dont la valeur faciale est dissociée de sa valeur intrinsèque, à la différence de la monnaie métallique. Il est accepté en vertu de la confiance accordée à son émetteur, d'où le nom de monnaie fiduciaire donné aux billets (fiducia veut dire « confiance » en latin). [...]
- **La monnaie scripturale** : quant aux paiements par jeu d'écritures, rendus possibles par *les dépôts à vue sur les comptes courants* dans les banques [...] ils définissent *la monnaie scripturale*, très largement dominante aujourd'hui.

D'après P. B. Ruffini, *Les théories monétaires*, Seuil (1996).
Et D. Plihon, *La monnaie et ses mécanismes*, la découverte (2000).

Questions sur le document 2:

1/Explicitiez en l'illustrant avec des exemples, la signification des termes suivants : monnaie marchandise, monnaie métallique, monnaie fiduciaire, monnaie scripturale.

2/ Les pièces de monnaie que vous utilisez chaque jour sont-elles de la monnaie métallique ?

3/Qu'est ce qu'un paiement par jeu d'écriture ?

4/En quoi consiste la thèse de la dématérialisation de la monnaie ?

¹ Utilité intrinsèque : utilité indépendante de l'usage monétaire. Ainsi, l'or peut servir à faire des bijoux.

C/ La monnaie européenne: l'Euro

Document: L'Euro et la politique monétaire européenne.

Le 1^{er} janvier 1999, onze pays de l'Union Européenne² deviennent membres de la zone Euro, ils seront rejoints le 1^{er} janvier 2001 par un douzième pays, la Grèce. Les pièces et les billets libellés en Euro ne seront introduits que le 1^{er} janvier 2002 après une période de transition. L'entrée d'un pays dans l'Euro est décidée à l'unanimité des chefs d'État et de gouvernement de l'Union Européenne sur la base de critères de performance économique appelés « *critères de convergence* ». Ces critères portent sur le niveau de la dette et des déficits des administrations publiques, sur l'inflation, sur le niveau des taux d'intérêt et sur la stabilité des taux de change. Pour les pays ayant intégrés la zone Euro, les critères portant sur les déficits, l'inflation et les taux d'intérêt sont maintenus dans un « *pacte de stabilité et de croissance* ».

Depuis le passage à l'Euro, les douze pays de la zone ont donc en commun une monnaie unique ainsi qu'une politique monétaire dont la charge revient à *l'Eurosystème*. Il s'agit de l'ensemble formé par la Banque Centrale Européenne (BCE) et des banques centrales des pays membres de la zone Euro (soit douze banques centrales actuellement).

Les principales missions qui incombent à l'Euro-système sont :

- Définir et mettre en œuvre la politique monétaire de la zone Euro ;
- Conduire les opérations de change, détenir et gérer les réserves de change ;
- Émettre les billets en Euro ;
- Assurer le bon fonctionnement du système de paiement en Euro.

La politique monétaire au sein de l'Union Européenne ne peut être décidée à douze alors qu'aujourd'hui cette organisation compte vingt-cinq membres, c'est pourquoi les orientations de politique monétaire sont fixées par le Système Européen des Banques Centrales (SEBC) qui est composé par la BCE et les banques des pays de l'Union y compris ceux ne faisant pas partie de l'Union Monétaire. C'est le traité de Maastricht³ qui fixe encore aujourd'hui ces grandes orientations : « *l'objectif principal du SEBC est de maintenir la stabilité des prix...* ».

Le conseil des gouverneurs de la Banque centrale définit ce qu'il fallait entendre par stabilité des prix : « *une progression de l'indice des prix à la consommation de la zone Euro doit être maintenue à des niveaux proches mais inférieurs à 2% à moyen terme* ». Cet objectif étant fixé, sa traduction en termes d'évolution de la masse monétaire consiste à [limiter la création monétaire].

D'après A. Bénassy-Quéré et B. Coeuré, *Économie de l'Euro*, La découverte (2002).
Et H. Monnet et alii, *Économie bancaire et financière*, CNAM et ITB (2004).

Questions sur le document:

1/Sur quelles variables économiques portent les critères permettant à un pays d'accéder à la zone Euro?

2/Quel organisme a la charge de la politique monétaire de la zone Euro, quelles sont les principales missions de cet organisme.

² L'Allemagne, La France, l'Italie, l'Espagne, la Belgique, les Pays-Bas, l'Autriche, l'Irlande, la Finlande, le Luxembourg et le Portugal

³ Signé en Octobre 1992, il entre en vigueur en Novembre 1993, il a été complété depuis par le traité D'Amsterdam (1999) ; le traité de Nice (2000) et le projet de constitution (2004).

II/ Le financement de l'économie

Activités préliminaires:

Répondre aux questions suivantes:

1/ Citer plusieurs noms de banques que vous connaissez.

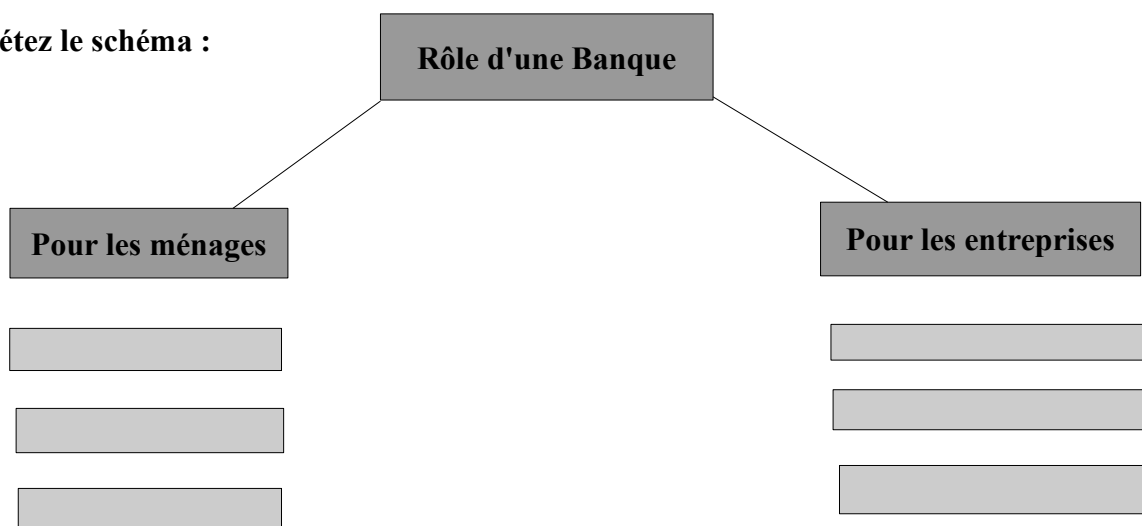
2/ énumérer les différentes fonctions que l'on peut attribuer aux banques (puis complétez le schéma ci-dessous)

3/ justifier pourquoi un agent économique (ménage, entreprise) peut-il avoir besoin de contracter un prêt?

3/ expliquer quels critères faut-il regarder pour bien choisir un crédit?

4/ analyser une banque peut-elle refuser un crédit? Pour quelles raisons?

Complétez le schéma :



A/ Le crédit bancaire

1/ le choix du crédit pour les ménages

Christophe 32 ans et Manon 27 ans, sont en couple depuis 4 ans. Ils viennent d'avoir un enfant et projettent de faire un deuxième enfant ensemble. Afin d'accueillir ce deuxième enfant dans des conditions confortables, ils souhaitent acquérir une maison avec 3 chambres afin de s'y installer pour les prochaines années (ils évaluent le coût d'achat d'une maison à 250 000 euros), ils ont également besoin d'une nouvelle voiture plus spacieuse et plus confortable (coût d'une nouvelle voiture: 15 000 euros) .

Christophe et Manon disposent de 65 000 euros à deux qu'ils peuvent avancer dès maintenant pour réaliser leur projet, mais cette somme n'est pas suffisante.

1/ A combien s'élèvent les besoins de financement de ce couple?

.....

Pour financer leur projet, ils font le tour des banques et des sociétés de crédit. Les différents « banquiers » qu'ils rencontrent leur demandent leur métier et leur niveau de rémunération afin de leur proposer une offre de crédit adaptée à leur situation.

Christophe est enseignant de philosophie, il est fonctionnaire, et a une rémunération de 1750 euros. Manon est responsable clientèle pour un opérateur téléphonique, elle est en CDI, et a une rémunération mensuelle de 1850 Euros. Le couple bénéficie également de 150 euros d'allocations familiales mensuellement. Ils doivent en revanche payer annuellement leurs impôts qui s'élèvent pour le ménage à 3600 euros.

2/ calculer le revenu disponible mensuel de ce ménage:

.....

3/ Pourquoi peut-on dire que la situation professionnelle de chacun des membres du couple est rassurante pour les banquiers?

.....
.....
.....

Plusieurs offres de financement leur sont proposées, le couple se met à étudier ces différentes offres, au regard principalement des coûts engendrés par le crédit.

3/ aidez le couple à choisir la meilleure offre de prêt, en complétant le tableau récapitulatif suivant:/ effectuez les calculs nécessaires permettant de remplir le tableau suivant:

Emprunt de 200 000 euros sur 20 ans.

	Eurêka BanK	Crédit Massilia	Société financière Fiducia fund
Capital emprunté	200 000 euros	200 000 euros	200 000 euros
Nombre de mensualités			
Taux d'intérêt(i)	4,00%	4,50%	3,90%
Assurance sur le montant total du crédit	0,30%	0,12%	0,20%
Montant des mensualités (M)			
Coût de l'assurance			
Frais de dossier	250 euros	0	475 euros
Coût total du crédit			

Indications: pour calculer le montant des mensualités (M), c'est à dire la somme que le couple va devoir rembourser chaque mois, il faut utiliser la formule suivante (il s'agit de la formule couramment utilisé par les banquiers pour évaluer le montant de remboursement d'un prêt) :

$$M = \frac{C}{\frac{1 - \frac{1}{(1+i)^{12 \cdot t}}}{i}} = \frac{C \cdot i}{1 - \frac{1}{(1+i)^{12 \cdot t}}}$$

où C correspond au capital emprunté, i correspond à une approximation du taux d'intérêt mensuel (j/12, par exemple si le taux d'intérêt annuel est de 4%, on utilise l'approximation suivante 0,04/12 pour i) et t correspond aux nombres d'années sur lesquelles durent le prêt

4/ Quelle banque conseilleriez vous à Christophe et Manon, au regard des différentes offres de prêt?

.....

5/ Si le couple choisit cette option pour financer ses projets, quelle somme reste-t-il à Christophe et Manon chaque mois pour faire face à leurs dépenses de consommation habituelles?

.....

2/ Les limites et dangers du crédit

La progression du surendettement est ininterrompue depuis le début des années 2000. Et 2013 n'y a rien changé. Après un pic en 2011, le nombre de dossiers déposés devant les commissions de surendettement⁴ gérées par la Banque de France était encore en hausse l'année dernière, avec 223 012 déclarations, contre 220 836 en 2012. Dans sa désormais traditionnelle enquête typologique sur le surendettement des ménages, la Banque de France a publié, mardi 25 mars, des conclusions intéressantes.

Etablies sur les données de 2012, celles-ci ne révèlent pas de changement majeur sur le profil des surendettés, mais quelques infléchissements.

Ainsi, la population des ménages surendettés reste caractérisée par la prédominance de personnes vivant seules (64,4 %) et n'ayant pas de personne à charge (51,5 %).

Les classes d'âge de 35 à 54 ans sont les plus représentées (53,4 %). Par ailleurs, plus de 26 % des personnes surendettées sont au chômage.

Mais la répartition des dossiers de surendettement par tranche de ressources connaît quelques infléchissements, qui rendent compte de la violence de la crise.

Ainsi, une part plus importante des ménages surendettés ont des ressources mensuelles supérieures à 2 000 euros, soit 22,3 % en 2012 au lieu de 21,5 % en 2011.

Et ce, même si d'une manière générale, le niveau de ressources des personnes surendettées reste toutefois faible, ce qui compromet leurs capacités de remboursement.

Autre évolution notable : l'augmentation de la part des dossiers comportant un endettement immobilier lié à l'acquisition d'un bien ou à la réalisation de travaux, soit 9,8 % en 2012 contre 8,7 % en 2011.

Souvent mis en accusation, les crédits renouvelables confirment leur part prépondérante dans ces situations délicates. Ils sont présents dans 76 % des dossiers.

source: Le Monde, 27/03/2014

http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/03/27/surendettement-le-nombre-de-dossiers-augmente-toujours_4390900_3234.html

Lire aussi : [Surendettement : « la prévention passe par des messages simples](#)

Consigne :

1 : Expliquer ce qu'est l'endettement ainsi que le sur-endettement

2 : Calculer le taux de variation mesurant l'évolution du nombre de dossier de surendettement entre 2012 et 2013

3 : Définir le risque de crédit

⁴ La limite des 33% doit être respectée par les divers organismes de crédit (et l'emprunteur). Il est déontologiquement interdit (pas légalement) de placer un crédit à une personne si le taux de surendettement dépasse les 33%. On estime qu'au dessus de 33%, le ménage court un risque réel de surendettement.

B/ Les différentes formes de financement

1/ Comment les entreprises financent-elles leurs investissements ?

- faire un schéma avec les différentes formes de financement possible.
- vidéo : Dessine moi l'éco: « La bourse et le financement des entreprises »
<https://www.youtube.com/watch?v=xcaQNIgF3R4>

2/ Le financement interne

activité issue du site [statapprendre.education.fr](http://www.statapprendre.education.fr):

http://www.statapprendre.education.fr/insee/invest/pourquoi/financement_interne.htm

Pour financer ses investissements une entreprise peut tout d'abord faire appel à sa propre épargne : c'est l'**autofinancement** ou le **financement interne**. L'autofinancement est constitué des bénéfices ou profits non distribués mis en réserve et des amortissements. L'évolution récente de l'investissement peut s'expliquer par l'évolution du taux de profit mesuré par le taux de marge. La baisse du taux de marge pourrait expliquer la baisse du taux d'investissement. Une hausse du taux de marge indique une hausse des profits des entreprises ; ces dernières disposeront alors de ressources propres suffisantes pour s'autofinancer.

Capacité (+) ou besoin (-) de financement des sociétés non financières

En milliards d'euros	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Épargne	165,1	191,0	191,2	174,2	182,9	187,8	218,9
Formation brute de capital fixe	212,3	223,2	238,1	240,9	243,1	247,0	253,7
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-12,5	-11,3	-45,4	-54,8	-45,3	-55,0	-34,8

D'après  [Comptes nationaux - base 2010 - Comptes des sociétés non financières - juin 2016](#)

Questions :

▶ En 2015, les sociétés non financières ont pu financer la totalité des investissements qu'elles souhaitaient réaliser grâce à leur épargne.

Vrai Faux

▶ Entre 2010 et 2014, le besoin de financement des sociétés non financières s'est réduit.

Vrai Faux

3/ Les banques : au coeur des activités économiques

Qu'est-ce que le financement de l'économie ?

Document1: Financement interne et financement externe.

Le financement de l'économie désigne l'ensemble des modalités par lesquelles les agents qui constituent cette économie se procurent les fonds nécessaires à la réalisation de leurs différentes activités. Les ménages, entreprises ou administrations sont ainsi en permanence confrontés à de multiples dépenses pour lesquelles ils se procurent des ressources par divers moyens.

Lorsque les agents économiques ont une épargne disponible qu'ils n'utilisent pas pour investir eux-mêmes, ils ont des capacités de financement qu'ils mettent à disposition de l'ensemble de l'économie. A l'inverse, ils ont des « besoins de financement » lorsque leur épargne est inférieure aux investissements qu'ils souhaitent réaliser.

Financement interne et financement externe

Dans le cas d'un financement interne, l'agent économique qui souhaite réaliser une opération nécessitant une dépense trouve « en lui-même » les ressources indispensables à cette opération. Il s'agit alors d'autofinancement, que l'on désigne aussi comme un financement en fonds propres.

[...] La comptabilité nationale nous montre toutefois que les agents économiques ont rarement des dépenses (que l'on désigne comme des emplois) correspondant exactement au montant des ressources. [Certains agents ont] des ressources inférieures aux emplois. [Ces agents] ont donc un besoin de financement. Ils ont alors recours à un financement externe, c'est-à-dire qu'ils s'adressent à un autre agent pour se procurer des ressources [...].

G. Jacoud, Le fonctionnement de l'économie, Cahiers français N°315.

J-Y. Capul et O. Garnier, Dictionnaire d'économie et de sciences sociales, 1999

Document2: le rôle des banques

Un rôle économique majeur

Les banques jouent un rôle économique très important. Elles contribuent (de même que les marchés financiers) à orienter l'argent de ceux qui en ont momentanément trop vers ceux qui en ont besoin et présentent des garanties suffisantes. Elles ont un grand rôle dans la sélection des projets en fonction de leurs perspectives économiques. Leur rôle peut être comparé à celui du cœur dans un corps humain qui distribue le sang riche en oxygène vers les organes qui en ont besoin.

Élément clé de l'économie d'un pays, chaque banque est soumise à une supervision assez stricte par une autorité de tutelle, afin de vérifier la solidité de l'établissement financier par rapport aux risques auxquels ses opérations l'exposent.

Source: www.businesspme.com

Questions sur le document1 et 2:

- 1/Qu'est-ce que le financement de l'économie ?
- 2/Expliquez la différence entre capacité de financement et besoin de financement ?
- 3/En quoi le financement interne se différencie-t-il du financement externe ?
- 4/ Quel rôle joue les banques dans le financement de l'économie?
- 5/ Citez d'autres moyens de se financer que le recours au crédit bancaire.
- 6/ Qui supervise l'activité des banques?
- 7/ Quels sont les risques auxquels les banques s'exposent?

III/ Qui crée la monnaie ?

(Film DVD Banque de France sur la Monnaie)

A/ Le mécanisme de création monétaire par les banques

Document1: Fabriquer des billets, ce n'est pas créer de la monnaie !

La Banque de France fabrique des billets de banque dans son usine de Chamalières, près de Clermont-Ferrand. Et pourtant, cette opération n'est absolument pas créatrice de monnaie. Cela n'a rien de mystérieux ni même de paradoxal. Examinons à quelle occasion la Banque de France imprime des billets.

Il y a d'abord le remplacement normal des billets usés ou abîmés. Tous les jours les banques mettent de côté les billets en mauvais état ; elles les renvoient à la Banque de France qui leur envoie des neufs, pour un montant équivalent. Il n'y a donc aucune monnaie supplémentaire à comptabiliser après une telle opération.

Il y a aussi les demandes de billets des banques. M. Martin a besoin de 8000 euros en billets. Il les a commandés à son agence bancaire, à la Société générale par exemple. Celle-ci n'a pas une telle somme en disponibilités. En effet, les banques conservent juste le minimum de liquidités : pour des raisons de prudence d'abord (risques de hold-up) ; et parce que de l'argent liquide, c'est de l'argent qui ne « travaille pas », c'est à dire qui ne rapporte rien.

L'agence lui a donc demandé de repasser le lendemain prendre ses 8000 euros. D'ici là elle commandera cette somme en billets à la Banque de France, qui les lui expédiera aussitôt par fourgon blindé (si cette dernière n'a pas suffisamment de billets pour faire face aux commandes de toutes les agences bancaires de France, elle les fabriquera). Dans le même temps, elle débitera de 8000 euros le compte de la Société générale à la Banque de France. Il faut se souvenir que les banques ont toutes, obligatoirement, une sorte de « compte courant » à la Banque de France.

La Société générale n'est donc ni plus riche ni moins riche : elle a 8000 euros de moins sur son compte à la Banque de France (monnaie scripturale), mais elle va recevoir 8000 euros en billets (monnaie fiduciaire)... Et quand M. Martin passera à son agence, on lui remettra bien 8000 euros, mais lui aussi se verra débiter cette somme de son compte courant. Au total, la Banque centrale aura, si nécessaire, fabriqué 8000 euros qui circuleront, mais ils ne font que remplacer une somme équivalente en monnaie scripturale : il y a eu passage d'une forme de monnaie à une autre, mais la masse monétaire⁵ n'a pas changé, il n'y a pas eu création monétaire.

« SES, 1^{ère} ES » Magnard, (2001).

Questions sur le document1:

1/ A quelles occasions la Banque de France va-t-elle fabriquer des billets ?

2/ Pourquoi fabriquer des billets, ce n'est pas créer de la monnaie ?

3/ Dans quel cas y-a-t-il « création monétaire »?

4/ Définir « la masse monétaire »

⁵ La masse monétaire correspond à l'ensemble des moyens de paiement utilisables par les agents économiques non financiers.

Document2: La création de monnaie via l'octroi de crédit

Le sens commun prête (...) au banquier un comportement qui consiste à collecter de la monnaie pour la prêter ensuite, un peu comme un épicier qui sert d'intermédiaire entre les grossistes et le consommateur final. La réalité n'est certainement pas réductible à ce cliché. Les banques ne sont pas de simples intermédiaires qui prêtent des fonds (crédits accordés aux clients) à partir des dépôts reçus. La vraie dimension du métier de banquier (...) à trait à la création de monnaie.

Le pouvoir de création monétaire des banques s'exerce *ex-nihilo*⁶ : lorsqu'une banque accorde un crédit à un client, elle crée, [la plupart du temps], la monnaie qu'elle prête. [En effet], quand un client demande un crédit à sa banque, celle-ci lui crédite simplement son compte du montant emprunté (la somme est inscrite en dépôt à vue) en échange d'une promesse de remboursement aux échéances prévues par le prêt.

[Aussi, par un simple « jeu d'écriture »], le crédit a donné lieu à la création d'un dépôt, d'où l'expression « les crédits font les dépôts ».

Dans ce cas, Il y a bien création monétaire, car il y a accroissement de la quantité de monnaie détenue par les ANF⁷, qui représente une capacité de dépense supplémentaire, sans que personne d'autre n'ait renoncé à son pouvoir d'achat. La banque a [ainsi] crée de nouveaux moyens de paiements qui vont circuler dans l'économie.

[Par contre, il faut noter que] tous les crédits ne donnent pas lieu à une création monétaire, certains sont accordés grâce à la collecte préalable d'épargne. Il importe donc de bien distinguer l'épargne qui est collectée et prêtée par les intermédiaires financiers⁸ (y compris les banques) et la monnaie qui n'est créée que par les banques.

D'après A. Beitone et M. Bassoni, Monnaie, théories et politiques ; Sirey 1997

Et S. Brana et M. Cazals, La monnaie ; Dunod 1997

Et A. Beitone, A. Cazorla, C. Dollo et A-M. Draï, Dictionnaire de sciences économiques ; Armand Colin 2001

Questions sur le document:

1/ Décrire le mécanisme du crédit bancaire.

2/ Expliquer la phrase soulignée :

« Le pouvoir de création monétaire des banques s'exerce *ex-nihilo*⁹ : lorsqu'une banque accorde un crédit à un client, elle crée, [la plupart du temps], la monnaie qu'elle prête »

⁶ C'est à dire « à partir de rien ».

⁷ Agents non financiers (ménages, entreprises, administrations)

⁸ il faut entendre par intermédiaires financiers les banques, les sociétés d'assurance, les OPCVM (Organismes de placements collectifs en valeurs mobilières)....

⁹ C'est à dire « à partir de rien ».

B/ Les limites du pouvoir de création monétaire et le rôle de la banque centrale

Document 1- Les limites de la création monétaire par les banques commerciales

Dans le cadre d'un système bancaire hiérarchisé, il y a donc deux types de monnaie :

- La monnaie Banque centrale, encore appelée monnaie centrale, qui est émise par la Banque de premier rang. Elle est composée des billets de banque et du solde créditeur du compte de la banque commerciale et du compte du Trésor.
- La monnaie banque commerciale qui est émise par la banque de second rang. Elle est composée des soldes créditeurs des comptes de ses clients.

Dès lors, plusieurs mécanismes limitent la création monétaire. Tout d'abord la banque commerciale devant faire face à un éventuel retrait de billets par sa clientèle et n'ayant pas la possibilité d'en créer, elle se doit de limiter la création de monnaie scripturale. De plus, la Banque centrale jouera un rôle important à travers le refinancement. Enfin, la Banque centrale oblige les banques commerciales à maintenir à tout moment leur compte en monnaie centrale à un certain niveau minimum que l'on appelle les réserves obligatoires. Pour finir sur la création monétaire, il faut bien comprendre que chaque banque commerciale crée sa propre monnaie scripturale, puisque les réseaux informatiques des banques n'ont aucune raison d'être les mêmes. Dès lors, il est indispensable qu'une communication s'effectue par l'intermédiaire de la monnaie centrale et du système informatique Target (Trans-european Automated Real-time Gross settlement Express Transfer System) de la manière suivante : une compensation quotidienne est réalisée entre les créances et les dettes de chaque banque à l'égard des autres qui débouche sur le calcul d'un solde pour chacune d'elles. Le solde est réglé par une inscription au crédit ou au débit de son compte dans les registres de la Banque centrale, ce qui se traduit par une augmentation ou une diminution de ses avoirs en monnaie centrale. Si le montant en monnaie centrale est insuffisant pour régler ce solde, la banque commerciale doit se refinancer soit en apportant des actifs à la Banque centrale, soit à d'autres banques commerciales.

Source : Raphaël Didier, Les grands mécanismes de l'économie, Ellipses, 2011.

issu du site Melchior.fr : <http://www.melchior.fr/cours/question-3-qui-cree-la-monnaie>

Question :

Quelles sont les limites de la création monétaire ?

Document 2 - Le dilemme des banques centrales

La monnaie est créée par les banques commerciales, des institutions financières privées, dont l'activité est essentiellement orientée par la recherche du profit, et qui sont en compétition entre elles. En période de bonne conjoncture économique, quand on s'approche du plein emploi et que la croissance est forte, elles n'ont aucune raison de ralentir spontanément leur offre de crédit. Réciproquement, en période de récession, quand l'économie s'éloigne du plein emploi, que la croissance est faible, la fréquence des faillites chez leurs clients augmente. Les banques deviennent prudentes, presque inévitablement trop prudentes : elles refusent des crédits à des consommateurs solvables et à des entreprises qui présentent des projets rentables. La création monétaire est ralentie, ce qui aggrave la récession. Les banques n'ont aucune raison de créer spontanément exactement la quantité de monnaie qui maintiendrait l'économie au plein-emploi sans accélération de l'inflation. C'est donc à l'Etat, en l'occurrence à la banque centrale, d'intervenir pour « réguler » la création monétaire. Naturellement, l'Etat doit d'abord se fixer un objectif : le plein emploi

cela va sans dire, mais avec un niveau d'inflation acceptable (...)

Lorsqu'une économie est en sous-emploi de ses moyens de production (chômage et sous-utilisation des capacités de production), c'est que la demande est insuffisante pour engendrer une production qui sature les capacités existantes. Une augmentation de l'activité de crédit des banques, qu'il s'agisse de crédits à la consommation octroyés à des particuliers ou de crédits consentis à des entreprises pour réaliser des projets d'augmentation de leur production, crée une demande supplémentaire. Si l'économie est en sous-emploi, cette demande peut être immédiatement satisfaite par une augmentation de la production, égale à la demande supplémentaire. En créant ex nihilo de la monnaie par une augmentation de leurs crédits, les banques créent des droits supplémentaires sur la production. Les bénéficiaires des crédits disposent en effet de quantités supplémentaires de monnaie immédiatement échangeables en biens et services réels. Mais lorsque l'économie est en sous-emploi, cela a pour effet d'augmenter d'autant la production et les revenus (...) Il n'en serait pas de même si l'économie, très proche de la saturation des capacités de production, n'était pas capable de répondre par une augmentation de la production à une augmentation de la demande engendrée par la création monétaire. Dans ce cas, les entreprises à qui s'adresse la demande supplémentaire, ne pouvant augmenter leur production, augmentent leur prix. Par propagation, l'ensemble des prix est modifié à des degrés divers. Le niveau général des prix augmente, donc la monnaie se déprécie, tandis que les prix relatifs se modifient. C'est l'inflation.

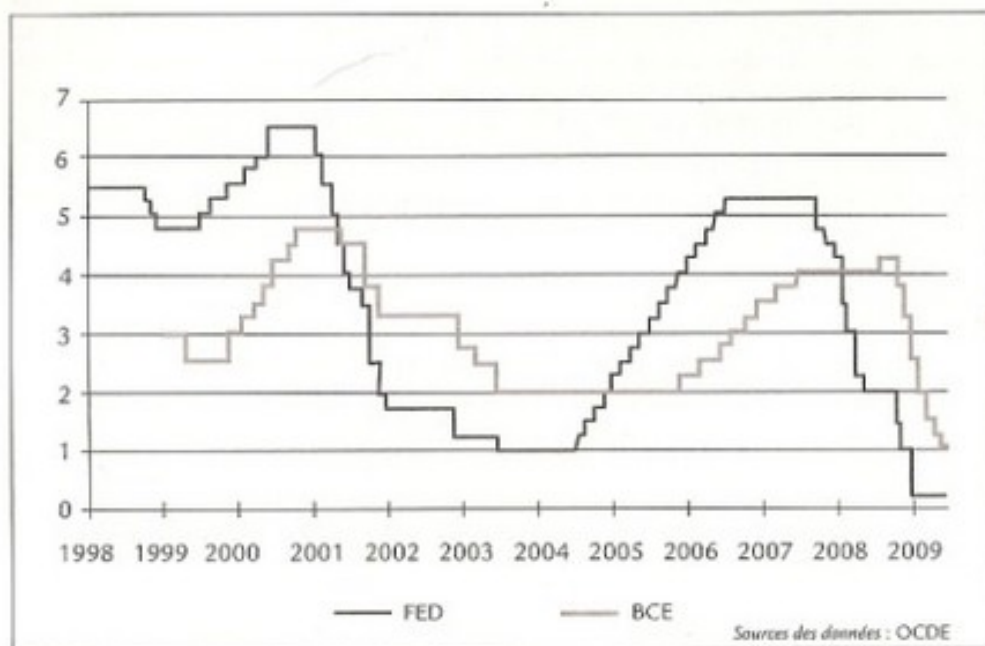
Source : Pierre Noël Giraud, Le commerce des promesses, Seuil, 2009.

issu du site Melchior.fr : <http://www.melchior.fr/cours/question-3-qui-cree-la-monnaie>

Questions sur les documents 2 et 3:

1. Présentez la banque centrale européenne (rôle, statut, missions)- *cf. cours I/C (document)*
2. Expliquez le titre du document.
3. Quelle a été la réponse des banques centrales (FED et BCE) face à la crise de 2007-2008 ? (doc.3)
4. Quels sont les effets escomptés de ce type de mesure sur les crédits de l'économie ?

Document 3 - Principal taux d'intérêt de la BCE et de la Réserve fédérale (FED) 1998 - 2009 (en %)



Document 4 - La banque centrale dans la crise : le rôle de prêteur en dernier ressort

Les banques commerciales peuvent à tout moment manquer de liquidités pour assurer leurs activités quotidiennes (retraits de clients, opérations de compensation entre les banques, etc.) (...) Lorsqu'une banque doit se refinancer, c'est-à-dire doit trouver des liquidités pour régler une dette, elle peut les trouver sur le marché monétaire. Ce marché permet aux banques et aux grandes entreprises de prêter ou d'emprunter des montants élevés sur des durées courtes (d'une journée à un an) et donc de placer leurs excédents de trésorerie de court terme ou au contraire de faire face à un déficit temporaire de liquidité. C'est également sur ce marché que la banque centrale peut intervenir pour prêter des liquidités ou en «emprunter» (ce qui revient à les retirer du circuit). En 2007, les premières manifestations de la crise des subprimes ont installé un tel climat de défiance qu'elles refusaient de se prêter mutuellement de l'argent via le marché monétaire : de nombreuses banques se sont donc trouvées en situation de manque de liquidités, ne pouvant honorer leurs engagements par incapacité à trouver la liquidité nécessaire alors même que les banques en question détenaient des actifs ayant une valeur supérieure aux engagements pris ! Afin d'éviter une vague de faillites bancaires, dommageable pour l'ensemble de l'économie, les banques centrales ont joué leur rôle de «prêteur en dernier ressort» : elles ont «injecté» des liquidités, ce qui signifie qu'elles ont alimenté le marché interbancaire en liquidités. Leur action a consisté à accorder massivement des prêts aux banques qui en avaient besoin, en échange d'actifs, servant de garantie. L'offre de liquidités aux banques commerciales figure parmi les «activités normales» des banques centrales, même en l'absence de crise. Face au caractère exceptionnel de la situation, les banques centrales ont cependant modifié les modalités d'octroi de la liquidité et les montants en jeu : elles ont accepté une gamme plus vaste d'actifs comme garantie, accordé des prêts plus longs et plus importants, et élargi la liste des banques pouvant en bénéficier. Lorsque les banques centrales injectent des liquidités, elles ne donnent donc pas de l'argent aux institutions financières, mais les prêtent en échange d'actifs en garantie et d'un taux d'intérêt. Ce type d'opération se distingue donc de celles destinées à renflouer des banques au bord de la faillite par un apport de capital.

Remarque : Le marché monétaire est le marché sur lequel les banques et les grandes entreprises peuvent prêter ou emprunter des montants élevés sur des durées courtes (d'une journée à un an). Il permet aux intervenants de placer leurs excédents de trésorerie de courte terme ou au contraire de faire face à un déficit temporaire de liquidité. C'est également là que la Banque centrale peut intervenir pour prêter des liquidités ou en «emprunter» (ce qui revient à les retirer du circuit). Le marché interbancaire est un compartiment du marché monétaire réservé aux banques et sur lequel intervient également la Banque centrale.

issu du site Melchior.fr : <http://www.melchior.fr/cours/question-3-qui-cree-la-monnaie>

Questions :

1. En quoi la crise de 2007 sur le marché monétaire s'est-elle révélée particulièrement grave?
2. Pourquoi dit-on que la Banque centrale joue un rôle de "prêteur en dernier ressort" ?